



Independent observer
of the Global Fund

Incapacité à absorber les crédits du Fonds mondial : les circonscriptions africaines tirent la sonnette d'alarme

Du fait d'obstacles rencontrés tant au niveau du Secrétariat que des pays, de nombreux bénéficiaires de subventions du Fonds mondial ne sont pas en mesure d'absorber entièrement leurs crédits et tirent la sonnette d'alarme sur les réductions de la couverture et de la qualité des services qui en résultent. Cet article est le premier d'une série de trois articles dans lesquels nous abordons certaines des raisons à l'origine de ces problèmes d'absorption, ainsi que certaines des solutions proposées.

Les délégations représentant l'Afrique orientale et australe et l'Afrique occidentale et centrale au Conseil d'administration du Fonds mondial ont fait état de leur préoccupation concernant la capacité d'absorption dans une déclaration publiée en avril 2017, peu avant la réunion du Conseil d'administration à Kigali (Rwanda) au mois de mai.

Dans leur déclaration, elles décrivaient le problème d'absorption des crédits comme « un problème persistant des pays africains ». Au-delà des occasions d'intervention manquées, affirmaient les délégations, les problèmes d'absorption peuvent également perturber les plans d'achat de médicaments et d'autres produits de santé et le financement futur. D'après Syson Namaganda Laing, référente de la délégation de l'Afrique orientale et australe, les responsables espèrent qu'en mettant en lumière leurs préoccupations concernant les financements périmés, ils pourront attirer davantage l'attention sur un problème qu'il est urgent de régler et tenter d'obtenir la mise en œuvre de solutions possibles.

Bien que, selon les spécialistes, des inquiétudes au sujet de l'absorption existent dans toutes les régions, Bernice Dahn, qui est à la fois ministre de la Santé du Libéria et membre suppléante du Conseil d'administration pour l'Afrique occidentale et centrale, estime que ce problème est particulièrement préoccupant pour les deux circonscriptions de l'Afrique subsaharienne.

« Beaucoup de pays africains ont des économies en difficulté, où les ressources ne suffisent pas à répondre aux nombreux besoins du pays », explique-t-elle. « Le budget national de santé est souvent bien trop réduit pour faire face aux énormes besoins sanitaires, alors en Afrique, nous avons grandement besoin des subventions du Fonds mondial pour compléter les ressources disponibles et prendre en charge une part significative du fardeau de la santé dans nos pays respectifs. » Cela rend tous crédits du Fonds mondial périmés en raison de l'absorption insuffisante d'autant plus significatifs.

Lors de la réunion de novembre 2016 du Conseil d'administration à Montreux (Suisse), le Fonds mondial [a estimé](#) qu'au moins 1,1 milliard de dollars de la période d'allocation 2014/2016 resteraient inutilisés.

En vertu du règlement actuel du Fonds mondial, un pays ne peut pas reporter les crédits inutilisés sur la période suivante de mise en œuvre, même s'il s'agit de la « même » subvention.

Une part importante de ces fonds inutilisés de la période d'allocation 2014/2016 semble venir des pays africains. Bien que le Fonds mondial ne communique pas d'information sur l'absorption des crédits des subventions individuelles, le Centre africain de recherche sur la santé et la population (APHRC) a publié fin 2016 un [rapport](#) dont il ressort que sur l'ensemble des 34 pays des deux circonscriptions africaines, quelque 65 pour cent seulement des fonds des subventions signées au cours des trois dernières années avaient été décaissés.

En outre, parmi les participants à trois études différentes menées par l'APHRC en 2015 et 2016 et évoquées dans son rapport, moins de 5 % des personnes interrogées considéraient comme bonne la capacité d'absorption de leur pays, et 48 % la jugeaient faible.

Cette préoccupation n'est pas nouvelle, selon Mme Dahn, mais elle mérite notre attention car elle signifie concrètement que des fonds sont perdus dans les efforts de lutte contre les trois maladies.

« L'incapacité des pays africains à absorber adéquatement les ressources du Fonds mondial limite l'impact attendu des subventions sur ces pays et ralentit la vitesse à laquelle ces maladies pourraient en être éradiquées », affirme-t-elle.

D'après Mme Laing, la mauvaise absorption a une incidence sur la capacité des pays à acheter les médicaments et autres produits payés avec l'argent du Fonds mondial. Les pays alignent souvent leurs calendriers d'achat sur ceux des subventions du Fonds mondial, explique-t-elle, ce qui signifie que si les fonds sont retardés ou – plus grave – périmés car non dépensés durant la période de la subvention, cela peut entraîner des ruptures de stock de produits cruciaux. Cela est particulièrement dangereux si le budget national ne prévoit pas de fonds pour compenser l'argent perdu du Fonds mondial.

L'absorption insuffisante a également des conséquences sur le financement futur, à la fois au niveau des pays et pour le Fonds mondial de manière plus générale, estime Allan Maleche, président du groupe des maîtres d'œuvre. Bien qu'il ne fasse pas officiellement partie de la structure de gouvernance du Fonds mondial, le groupe des maîtres d'œuvre tente de renforcer la participation des maîtres d'œuvre des subventions aux activités du Conseil d'administration du Fonds.

Selon M. Maleche, si un pays n'est pas en mesure de dépenser les fonds qui lui sont alloués, cela peut affecter le montant qui lui sera alloué dans les cycles de financement futurs. Cela a également des conséquences au moment de la reconstitution des ressources du Fonds mondial, ajoute-t-il, les donateurs

demandant alors pourquoi une partie du financement n'a pas été dépensée.

« Ce problème doit être réglé », juge M. Maleche. « Laisser les crédits expirer alors que ces maladies continuent de tuer envoie un mauvais signal. »

Le deuxième et le troisième article de cette série aborderont certains des obstacles persistants à la pleine absorption, ainsi que les solutions mises à l'essai ou en cours de discussion face à ces obstacles.

L'auteur de l'article dispose d'une copie de la déclaration d'avril 2017 des deux délégations africaines au Conseil d'administration sur les problèmes d'absorption.

[Read More](#)
